

En Equateur, des Amérindiens se mobilisent contre un projet d'exploration pétrolière en Amazonie

"La forêt, c'est notre vie. Halte au pétrole !" : des Amérindiens waorani se mobilisent en Equateur contre un projet du gouvernement d'ouvrir leur territoire, situé dans la forêt amazonienne (à l'est), à l'exploitation pétrolière. Arborant maquillages et plumes multicolores, les représentants de 16 communautés waorani sont arrivés jeudi à Puyo, la capitale de la province de Pastaza, en bordure de l'Amazonie. Ils ont parcouru les rues en chantant dans leur langue pour défendre quelque 180.000 hectares de leur territoire situé dans le nord de cette province, ont constaté des journalistes de l'AFP. Depuis jeudi, la justice locale examine un recours constitutionnel introduit par ces communautés visant à suspendre un appel d'offres du gouvernement pour un projet d'exploitation pétrolière dans la zone.

Les Waorani, qui vivent également dans deux autres provinces amazoniennes et dont la population est évaluée à 3.000 personnes, ont quitté leurs villages pour *"exiger"* que l'Etat respecte leurs territoires, a expliqué à l'AFP Nemonte Nenquimo, la présidente du Conseil de coordination de la nation waorani.



"Certains sont venus de très loin, ils ont marché huit heures, d'autres ont fait trois jours de canoë", a-t-elle ajouté, soulignant que dans la forêt les Amérindiens waorani *"vivent libres, en bonne santé et heureux"*.

L'actuelle Constitution, en vigueur depuis 2008, confère des droits aux Amérindiens tels que *"la préservation de la propriété imprescriptible de leurs terres communautaires, qui sont inaliénables, insaisissables et indivisibles"* et *"la possession des terres et territoires ancestraux et leur libre attribution"*.

Le gouvernement de l'ex-président social-démocrate Rodrigo Borja (1988-1992) a accordé des titres de propriété sur un million d'hectares aux communautés aborigènes, mais la richesse des sous-sols reste la propriété de l'Etat.

En vertu de la Constitution, tout projet d'exploitation de ressources non renouvelables sur des terres indiennes qui peut avoir des conséquences sur l'environnement ou la culture, doit faire l'objet d'une consultation préalable des communautés.

En 2012, l'Etat a eu gain de cause après une consultation des Waorani de la province de Pastaza sur la possibilité d'ouvrir leur territoire à l'extraction.

Mais les Waorani estiment avoir été *"trompés"*. *"L'Etat (en) 2012 a violé nos droits à une consultation libre, préalable et informée (...)* Le gouvernement tente de vendre notre territoire", a accusé Oswando Nenquimo, un porte-parole des Waorani.

Le peuple waorani comprend deux clans et vivent volontairement isolés dans la forêt amazonienne. Malgré leurs rivalités, les deux clans réclament que des mesures soient prises pour suspendre le lancement de l'appel d'offres avant l'organisation d'une nouvelle consultation.

Par AFP - Publié le 12/04/2019